

# COLOMBIE. S'EXPRIMER ET DEMANDER UNE PROTECTION INTERNATIONALE FONT COURIR DES RISQUES

## COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LA 44<sup>E</sup> SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, 7 NOVEMBRE 2023 (ANNEXES EN ANGLAIS)

### RÉSUMÉ

La présente communication a été rédigée en vue de l'Examen périodique universel (EPU) de la Colombie, qui se tiendra le 7 novembre 2023. Dans le présent document, Amnesty International évalue la mise en œuvre des recommandations adressées à la Colombie lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne la situation des défenseur·e-s des droits humains, les droits des femmes et des filles, la liberté d'expression et de réunion pacifique et l'impunité.

Il examine également le cadre national des droits humains relatif aux défenseur·e-s des droits humains, aux droits des femmes et des filles, à la liberté d'expression et de réunion pacifique et à l'impunité.

En ce qui concerne la situation des droits humains sur le terrain, Amnesty International exprime son inquiétude au sujet des violences persistantes contre les défenseur·e-s des droits humains et du manque de mesures structurelles pour les protéger ; du manque de protection contre les violences fondées sur le genre pour les réfugiées et du climat d'impunité persistant pour les violations des droits humains, notamment dans les cas où la police recourt illégalement à la force dans les manifestations.

Le document se termine par une série de recommandations à l'intention de la Colombie qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans le pays.

## LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

### Protection des défenseur-e-s des droits humains

1. La Colombie a accepté 22 recommandations l'invitant à protéger les défenseur-e-s des droits humains et d'autres leaders sociaux et communautaires lors du précédent examen<sup>1</sup>. Les violences contre les défenseur-e-s des droits humains n'ont pourtant pas cessé dans le pays. D'après le Programme Nous sommes des défenseur-e-s (Programa Somos Defensores), 124 défenseur-e-s des droits humains ont été tués en 2019<sup>2</sup>, 199 en 2020<sup>3</sup> et 139 en 2021<sup>4</sup>. Selon l'Institut d'études pour le développement et la paix (Instituto de Estudios para el Desarrollo y la Paz), en 2022, 189 personnes qui défendaient les droits humains ont été tuées en Colombie<sup>5</sup>. D'autres institutions et organisations, comme le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme en Colombie<sup>6</sup> et le bureau du défenseur des droits (Defensoría del Pueblo)<sup>7</sup>, ont publié leurs propres rapports sur les homicides des défenseur-e-s des droits humains. Bien que les nombres varient d'un document à l'autre, les tendances observées sont d'une inquiétante similarité.
2. Le gouvernement colombien a récemment annoncé des mesures pour garantir des espaces sûrs aux défenseur-e-s des droits humains<sup>8</sup>, dont les effets restent à voir. D'après certaines évaluations, elles seraient inefficaces<sup>9</sup>. Au début de l'année 2023, la stratégie du gouvernement se concentre toujours sur la mise en œuvre de mesures de protection individuelle, tandis que la prise de mesures de protection collective et intégrale se fait toujours attendre. C'est pourquoi, bien qu'elle reconnaisse l'importance des mesures de protection individuelle, les mesures prises en matière de protection collective et le changement de mode d'action observé ces derniers mois, Amnesty International estime que les progrès réalisés par l'État colombien pour mettre en œuvre les recommandations concernant cette question sont insuffisants et nécessitent l'application de mesures rapides et efficaces.

### Violences faites aux femmes et aux filles

3. La Colombie a accepté plusieurs recommandations de prendre des mesures efficaces pour prévenir les violences fondées sur le genre, y compris les violences sexuelles, et poursuivre les auteurs présumés<sup>10</sup>. En dépit de cela, Amnesty International a constaté que les réfugiées vénézuéliennes subissaient de multiples formes de violences fondées sur le genre, y compris de la part de leurs partenaires, sur les routes migratoires, dans la rue et sur leurs lieux de travail. Les données disponibles montrent que ces cas de violences fondées sur le genre ne sont, la plupart du temps, pas signalés par les Vénézuéliennes, un fait étroitement lié aux obstacles qu'elles rencontrent pour accéder aux procédures de plainte et aux services de protection<sup>11</sup>.

### Justice pour les violations des droits humains et droits des victimes

4. La Colombie a accepté 12 recommandations de prendre des mesures efficaces afin d'amener les responsables présumés d'attaques contre les défenseur-e-s des droits humains<sup>12</sup> et les auteurs de violences liées au genre à rendre des comptes<sup>13</sup>.
5. Jusqu'en 2020, les efforts de la Fiscalía General de la Nación (bureau du procureur général) pour lutter contre l'impunité des auteurs d'attaques contre les défenseur-e-s des droits humains ont été insuffisants<sup>14</sup>. Selon des informations fournies au Programme Nous sommes des défenseur-e-s par la Fiscalía General, l'institution enquêtait sur 417 affaires d'homicides de défenseur-e-s des droits humains ayant eu lieu entre 2016 et 2020, dont 68,59 % avaient été « tirées au clair ». Néanmoins, des condamnations n'ont été obtenues que dans 89 cas, soit 21,34 % des 417 cas<sup>15</sup>. Bien que des progrès aient été réalisés, le niveau d'impunité demeure préoccupant, et Amnesty International considère que la Colombie doit prendre des mesures supplémentaires et plus efficaces pour appliquer les recommandations sur la question.
6. Dans les cas de violences liées au genre, en particulier les cas de violence et d'attaques contre les femmes et les personnes LGBTI commises par des représentant-e-s de l'État ou avec leur assentiment lors de manifestations, les efforts de l'État sont clairement insuffisants et la prise de mesures significatives est nécessaire pour faire en sorte que les victimes aient davantage confiance dans les institutions, notamment dans la Fiscalía General. Dans plusieurs cas de violences fondées sur le genre, il a été constaté que les victimes ne se sentaient pas assez en

confiance pour entrer en contact avec la Fiscalía General afin de porter plainte, ou bien qu'elles l'avaient contactée et avaient été à nouveau malmenées par des représentant·e-s de l'État<sup>16</sup>. Ceci prouve la nécessité d'adopter des mesures plus efficaces pour mettre en œuvre les recommandations relatives à cette question.

## LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

### Protection des défenseur·e-s des droits humains

7. La protection des personnes qui défendent les droits humains est depuis longtemps un sujet de préoccupation en Colombie, sujet auquel le gouvernement a répondu par une série de mesures législatives et réglementaires. En 2020, alors qu'elle étudiait les mesures de protection collective existant pour les défenseur·e-s des terres, des territoires et de l'environnement, Amnesty International a identifié au moins 14 lois et décrets directement ou indirectement relatifs à la protection des petits paysans et des communautés autochtones et afro-colombiennes contre les violations des droits humains dans le cadre du conflit armé<sup>17</sup>. En réalité, ces normes n'ont pas efficacement empêché les atteintes aux droits fondamentaux contre ces défenseur·e-s des droits humains.
8. En 2021, le gouvernement colombien a approuvé le CONPES 4063, un instrument de planification pour la mise en œuvre d'une politique publique sur les garanties fournies aux défenseur·e-s des droits humains et aux leaders sociaux. Outre le fait que le document n'est pas contraignant, l'une des principales inquiétudes concernant le CONPES 4063 est que l'instrument ne reconnaît pas le rôle que joue l'État dans les violences contre les défenseur·e-s des droits humains. De plus, il se concentre uniquement sur la dimension individuelle et matérielle de la protection, historiquement privilégiée par l'État colombien, et ne résulte pas de l'application d'une approche fondée sur les droits fondamentaux à la politique relative aux défenseur·e des droits humains<sup>18</sup>.

### Violence contre les femmes et les filles vénézuéliennes

9. La Colombie dispose d'un cadre juridique fondé sur les droits humains pour la protection des femmes et des filles contre les violences liées au genre. La Loi 1257 de 2008 définit des mesures pour empêcher et sanctionner les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes<sup>19</sup> ; la Loi 1761 de 2015 établit le féminicide en tant qu'infraction spécifique<sup>20</sup> ; la Loi 294 de 1996 instaure des mesures pour prévenir et éliminer la violence domestique et prévoit des protocoles de soins pour les victimes de telles violences ainsi que pour les victimes de violences fondées sur le genre<sup>21</sup> ; enfin, la Loi 1010 de 2006 prévoit des mesures pour empêcher et sanctionner le harcèlement sur le lieu de travail<sup>22</sup>. Néanmoins, ainsi qu'il a été mentionné plus haut, l'impact de ce cadre sur la situation réelle des femmes et des filles réfugiées vénézuéliennes est faible, étant donné le manque d'application de ces lois, les obstacles de fait auxquels se heurtent les femmes pour accéder aux services et le contexte de stigmatisation.

## LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

10. Bien que, dans cette communication, Amnesty International se concentre sur la protection des défenseur·e-s des droits humains, les violences contre les femmes et filles réfugiées et le recours illégal à la force dans les manifestations, il est important de noter que d'autres problèmes suscitent l'inquiétude dans le pays, comme le climat d'impunité général pour les violations des droits humains ; les attaques contre la presse ; les violences contre les anciens combattants ; les violences fondées sur le genre et sur les préjugés ; la violence à caractère raciste et les effets de la pauvreté, des inégalités et de la discrimination historique sur la jouissance des droits économiques et sociaux, entre autres.
11. La situation de violence armée et de conflit qui règne dans le pays et ses conséquences sur les droits fondamentaux soulèvent en particulier de fortes inquiétudes. La violence armée continue de sévir, notamment dans les zones

rurales et marginalisées. Des affrontements armés constants entre l'État et des groupes non gouvernementaux, ou entre ces groupes eux-mêmes, ont été recensés depuis le dernier examen. D'après la Fondation Idées pour la paix (Fundación Ideas para la Paz, FIP), entre 2018 et 2022, la violence s'est intensifiée en Colombie, et sa logique et ses dynamiques ont changé, passant d'un contexte d'affrontements entre des structures armées de grande ampleur à des conflits locaux et ciblés<sup>23</sup>. Toujours selon la même source, 2021 a été l'année la plus critique en ce qui concerne les répercussions subies par les civil-e-s depuis la célébration de la signature de l'accord de paix, en 2016, entre l'État et les anciens guérilleros des FARC-EP<sup>24</sup>.

### Protection des défenseur-e-s des droits humains

12. Depuis 2018, la violence contre les défenseur-e-s des droits humains persiste et les cas de menaces, d'homicides et d'autres types d'attaques restent préoccupants. Défendre les droits humains en Colombie continue d'être une activité à haut risque et les mesures mises en œuvre par l'État ont été insuffisantes.
13. Le gouvernement colombien a adopté des mesures pour protéger les défenseur-e-s des droits humains, mais elles se sont principalement concentrées sur la protection individuelle, telles que la fourniture de gardes du corps, de véhicules blindés et d'autres dispositions relatives à la sécurité personnelle. Dans bien des cas, notamment dans ceux des défenseur-e-s des terres, du territoire et de l'environnement et de leurs communautés, des mesures de protection collective sont nécessaires, notamment une analyse des risques collectifs auxquels ils sont confrontés et des plans pour atténuer ces risques, qui prennent en compte leurs causes structurelles.
14. Depuis le précédent examen, Amnesty International a suivi de près la situation de quatre communautés et des défenseur-e-s des droits humains qui travaillent avec elles. Il s'agit de l'Association pour le développement intégral et durable de la Perla Amazónica (Asociación para el Desarrollo Integral y Sostenible de la Perla Amazónica - ADISPA), du Processus des communautés noires (PCN), de la communauté de l'ASEINPOME (Asentamiento indígena Porvenir Meta) et du Comité d'intégration sociale du Catatumbo (Comité de Integración Social del Catatumbo - CISCA). Un rapport de 2020 a recensé les risques élevés auxquels sont confrontés ces communautés et leurs dirigeant-e-s. Les défenseur-e-s des droits humains qui travaillent avec eux ont risqué et vécu des violences de natures différentes, mais de gravité égale<sup>25</sup>. Depuis la publication du rapport, le gouvernement a adopté certaines des mesures que les communautés réclamaient, afin d'apporter une solution structurelle collective aux risques qui les menacent. Ces dernières sont néanmoins insuffisantes et les communautés sont toujours confrontées à des risques, même si ceux-ci ont pu évoluer ou diminué pour certains.
15. Le gouvernement a récemment promis de mettre en œuvre des programmes et des initiatives pour lutter contre la situation de façon intégrale. Un programme d'urgence a été mis en place fin 2022, mais ses effets sur la situation restent à voir.

### Violence contre les femmes et les filles vénézuéliennes

16. Bien que des efforts aient été réalisés, dans le pays, pour orienter les femmes victimes de violences fondées sur le genre et diffuser auprès d'elles les informations concernant les protocoles de soins disponibles, de nombreuses Vénézuéliennes n'en ont pas connaissance, pas plus que de leurs droits et des recours en justice qui existent en Colombie. D'après les informations obtenues par Amnesty International, les femmes qui disposaient de ces informations les avaient reçues lors d'ateliers menés par des organisations nationales et internationales<sup>26</sup>.
17. Le manque de protection est particulièrement préoccupant pour les femmes vénézuéliennes qui n'ont pas de statut migratoire légal. Nombre d'entre elles sont confrontées à d'importants obstacles pour accéder à la protection internationale ou aux mécanismes de régularisation complémentaires et continuent de vivre en situation d'irrégularité dans le pays. De ce fait, beaucoup ont peur de se rendre dans les institutions concernées pour signaler les violences fondées sur le genre dont elles sont victimes, de crainte d'être renvoyées au Venezuela (entretiens menés au cours du premier trimestre de l'année 2021).
18. Certaines de celles qui sont parvenues à surmonter ces difficultés ont été confrontées à un refus des autorités de prendre leur plainte en compte parce qu'elles n'avaient pas de papiers d'identité en règle, alors que la loi ne l'exige

pas, ou même, parce que les autorités faisaient preuve de discrimination envers elles en raison de leur genre et de leur nationalité.

### Liberté d'expression et de réunion pacifique

19. Entre 2018 et 2023, des tendances inquiétantes de recours à une force illégale par la police nationale dans le cadre du maintien de l'ordre lors des manifestations ont été observées, notamment, mais pas exclusivement, lors des grèves nationales de 2019 et 2021. Les violations des droits humains répertoriées incluaient des exécutions extrajudiciaires, des violations du droit à l'intégrité physique des manifestant-e-s ayant subi des blessures physiques (notamment oculaires) et des violences fondées sur le genre (y compris des violences sexuelles), entre autres. Il a également été fait état de cas d'assentiment et de tolérance, de la part des autorités, aux attaques menées par des groupes civils armés contre des manifestant-e-s.
20. Amnesty International a recueilli des informations sur plusieurs cas de violations des droits humains lors de la grève nationale de 2021. Celles-ci incluaient, entre autres : (i) des cas de recours illégal à la force par des policiers lors de manifestations pacifiques, ayant provoqué la mort de plusieurs jeunes hommes, comme lors des événements liés à l'« opération Siloé » qui a eu lieu en mai 2021, à Cali<sup>27</sup> ; (ii) des cas où des groupes civils armés ont attaqué des manifestant-e-s autochtones avec l'assentiment de la police nationale, comme lors des événements du 9 mai 2021, à Cali également<sup>28</sup> ; (iii) des cas de recours illégal à la force en coordination avec des civils armés et des allégations de détentions arbitraires et de torture dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre lors des manifestations, comme le 28 mai 2021, dans les environs de l'université publique de Cali<sup>29</sup>.
21. Amnesty International a également recueilli des informations sur 12 cas d'usage illégal de la force ayant causé des blessures oculaires irréversibles et une perte partielle ou totale de la vision à un œil, dont huit se sont produits pendant la grève nationale de 2021. Dans l'un de ces cas, une jeune femme du nom de Leidy Cadena a subi une blessure à l'œil droit le 28 avril 2021 à Bogotá, dans le cadre d'une intervention policière dans une manifestation<sup>30</sup>.
22. Pour finir, Amnesty International a recensé 28 cas de violences fondées sur le genre commis par des représentant-e-s de l'État contre des femmes et des personnes LGBTI dans le cadre de la grève nationale de 2021. Les cas varient et reflètent les risques spécifiques auxquelles les femmes et les personnes LGBTI sont exposées, en raison de discriminations profondément enracinées, lorsque la force est utilisée de façon illégale par la police nationale colombienne. Parmi ces cas ont été relevés des insultes sexistes, des menaces, des actes de harcèlement et des violences sexuelles. L'une des principales constatations faites par Amnesty International est le manque de confiance ressenti par les victimes à l'égard des institutions de l'État. Pas une seule d'entre elles n'a décidé de témoigner publiquement dans le rapport d'Amnesty International, par peur de représailles ou de revictimisation. Dans certains cas, cette peur est due au fait que de précédentes tentatives de leur part de présenter des plaintes formelles se sont soldées par une revictimisation<sup>31</sup>.

## RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

**Amnesty International appelle le gouvernement colombien à prendre les mesures suivantes :**

### Protection des défenseur-e-s des droits humains

23. Lorsque les défenseur-e-s des droits humains et leurs communautés le requièrent, mettre en œuvre des mesures de protection collective et intégrale, qui apportent une solution à la violence en identifiant et en traitant ses causes structurelles.
24. Élaborer, grâce à une procédure participative et transparente, une politique intégrale, coordonnée et contraignante relative à la protection des personnes qui défendent les droits humains, qui inclue les dimensions de genre et ethniques.

25. Promouvoir de toute urgence des enquêtes pénales impartiales, indépendantes et rapides sur les allégations de menaces et d'attaques contre les défenseur-e-s des droits humains et leurs communautés, et pour traduire en justice tous les responsables.

### **Violence contre les femmes et les filles vénézuéliennes**

26. Veiller à ce que les représentant-e-s de l'État qui s'occupent des cas de violence fondée sur le genre et sont en contact avec les victimes, notamment la police, le parquet et les institutions migratoires et de santé, disposent de protocoles solides pour fournir un soutien aux femmes réfugiées ou migrantes victimes de violences liées au genre et répondre à leurs besoins spécifiques en matière de soins, dans le cadre d'une approche intersectionnelle et sensible aux questions de genre, qui respecte l'obligation de non-discrimination.
27. Fournir des programmes de formation initiale et continue, adaptés et obligatoires, ayant pour objectif de remettre activement en cause les préjugés, les stéréotypes de genre et les idées reçues concernant la violence fondée sur le genre, à tous les représentant-e-s de l'État, notamment ceux qui travaillent pour la police, le parquet et les services de santé et de migration, chargés de fournir des services à toutes les victimes de ce type de violence, notamment les personnes trans et celles qui exercent le travail du sexe. De telles formations doivent inclure des informations et des compétences sur la prévention et la détection des violences fondées sur le genre et sur l'égalité des genres et la discrimination intersectionnelle, mais aussi sensibiliser les participant-e-s aux besoins spécifiques en matière des soins des femmes réfugiées ou migrantes victimes de ce type de violence.
28. Prendre des mesures concernant les causes sous-jacentes, les inégalités structurelles et l'ensemble des stéréotypes fondés sur le genre, la nationalité ou la situation au regard de la législation sur l'immigration, qui perpétuent la violence contre les femmes vénézuéliennes. Veiller à ce que les politiques de prévention des violences fondées sur le genre incluent aussi des mesures garantissant la fourniture de soins aux mineur-e-s et aux personnes âgées ; l'accès à un emploi décent, dans la perspective de l'intégration socio-économique des femmes réfugiées ou migrantes ; des programmes d'intégration communautaire et sociale au niveau local, qui promeuvent et renforcent les réseaux de soutien aux femmes réfugiées ou migrantes, aux cheffes de famille et aux femmes qui ont charge de soin.

### **Liberté d'expression et de réunion pacifique**

29. Réformer la police nationale grâce à une procédure participative et transparente, qui inclue, au minimum : (i) des mesures pour démilitariser l'institution ; (ii) des mesures pour empêcher l'usage illégal de la force ; (iii) des mécanismes de supervision efficaces et de contrôle indépendant et (iv) des mesures pour garantir aux victimes de violations des droits humains commises par la police le respect de leurs droits à la vérité, à la justice, à des réparations et à la non-répétition des violations.
30. Agir de toute urgence pour que soient menées à bien des enquêtes impartiales, indépendantes et rapides sur les allégations de recours illégal à la force et de violations des droits humains contre les manifestant-e-s pacifiques, et que tous les responsables présumés soient traduits en justice.

## **ANNEX 1**

### **KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE**

*"Why Do They Want to Kill Us? Lack of Safe Space to Defend Human Rights in Colombia"*, 8 October 2020, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr23/3009/2020/en/>.

*"Cali: In the Epicentre of Repression. Human Rights Violations during the 2021 National Strike in Cali, Colombia"*, 30 July 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr23/4405/2021/en/>.

*"Shoots on Sight: Eye Trauma in the Context of the National Strike"*, 26 November 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr23/5005/2021/en/>.

*“Unprotected: Gender-Based Violence Against Venezuelan Refugee Women in Colombia and Perú”*, 12 July 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/5675/2022/en/>.

*“The Police Does Not Care for Me: Sexual Violence and Other Gender-Based Violence in the 2021 National Strike”*, 1 December 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr23/6234/2022/en/>.



## ANNEX 2

# MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

RECOMMENDATION	POSITION	FULL LIST OF THEMES	ASSESSMENT/COMMENTS ON LEVEL OF IMPLEMENTATION
<b>Theme: A42 Institutions &amp; policies – General (see paragraphs 12-15 in the submission text above)</b>			
120.80 Develop in a participatory manner differentiated measures for collective protection in relation to the communities concerned (Switzerland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - persons affected by armed conflict	Amnesty International documented, up until 2020, several cases of communities in need of collective protection and not receiving it fully. Steps have been taken since, but implementation is still required.
<b>Theme: A61 Cooperation with civil society (see paragraphs 12-15 in the submission text above)</b>			
120.63 Work with civil society to strengthen protection for members of vulnerable communities by implementing effective collective protection schemes tailored to ethnicity, gender and regional circumstances (United States of America); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	A61 Cooperation with civil society S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, several cases of communities in need of collective protection and not receiving it fully. Steps have been taken since, but implementation is still required.
<b>Theme: B51 Right to an effective remedy (see paragraphs 4-6 in the submission text above)</b>			
120.33 Promptly hold accountable those responsible for attacks on human rights defenders and members of vulnerable groups (United States of America); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	B51 Right to an effective remedy B52 Impunity H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders who were victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.
120.130 Combat impunity in cases of violence against women and strengthen the effective implementation of the existing policies in this field, especially regarding access to justice and health care (Belgium); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	B51 Right to an effective remedy B52 Impunity E41 Right to health - General F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	Amnesty International documented, up until 2022, different obstacles for accessing justice for Venezuelan refugee women in cases of gender-based violence. The regulatory framework can be described as sufficient, but implementation fails regularly and there is a need to take decisive steps for impactful implementation.
<b>Theme: B52 Impunity (see paragraphs 4-6 in the submission text above)</b>			
120.41 Ensure that all perpetrators of attacks and threats against human rights defenders are brought to justice (Montenegro); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	B52 Impunity H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.
120.148 Fight impunity and prosecute those responsible for violence, including sexual and gender-based violence, against women and girls (Sweden); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	B52 Impunity F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	Amnesty International documented, up until 2022, different obstacles for accessing justice for Venezuelan refugee women in cases of gender-based violence. Regulatory framework can be described as sufficient, but implementation fails regularly and there is a need to take decisive steps for impactful implementation.



RECOMMENDATION	POSITION	FULL LIST OF THEMES	ASSESSMENT/COMMENTS ON LEVEL OF IMPLEMENTATION
120.76 Reinforce measures to protect human rights defenders and to fight impunity for attacks against human rights defenders (Slovenia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	B52 Impunity H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.
<b>Theme: D29 Domestic violence (see paragraphs 6 and 9 in the submission text above)</b>			
120.144 Strengthen measures to prevent and punish domestic violence and violence against women, including by improving the investigation, prosecution and prevention of rape and sexual violence against girls (Norway); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	D29 Domestic violence F13 Violence against women B52 Impunity S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	Amnesty International documented, up until 2022, different obstacles for accessing justice for Venezuelan refugee women in cases of gender-based violence, including domestic violence. The regulatory framework can be described as sufficient, but implementation fails regularly and there is a need to take decisive steps for impactful implementation.
120.146 Further strengthen its legal framework to protect women's rights, in particular to combat sexual violence and domestic violence (Singapore); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	D29 Domestic violence F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.
<b>Theme: D51 Administration of justice &amp; fair trial (see paragraphs 4-6 in the submission text above)</b>			
120.37 Ensure that judicial authorities conduct, in accordance with international law standards, full, prompt and impartial criminal investigations and prosecutions of crimes under international law and human rights abuses against human rights defenders (Finland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	D51 Administration of justice & fair trial H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - judges, lawyers and prosecutors	Amnesty International documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.
<b>Theme: E41 Right to health – General (see paragraphs 16-18 in the submission text above)</b>			
120.112 Strengthen health information services, particularly with regard to sexual and reproductive health, and ensure that they are accessible to young people and persons with disabilities (Mexico); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	E41 Right to health - General E43 Access to sexual and reproductive health and services F4 Persons with disabilities F42 Persons with disabilities: accessibility, mobility S03 SDG 3 - health <b>Affected persons:</b> - persons with disabilities	Amnesty International has documented efforts to disseminate information regarding care routes and orientation of women who are gender-based violence survivors. Nonetheless, while speaking with Venezuelan refugee women, Amnesty International has also documented a lack of knowledge of the availability of mechanisms. This needs to be tackled by authorities urgently. Thus, implementation is still required.
<b>Theme: F12 Discrimination against women (see paragraphs 16-18 in the submission text above)</b>			
120.124 Continue efforts to achieve equality and prevent discrimination against women and strengthen the legal framework for their protection (Lebanon); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F12 Discrimination against women A42 Institutions & policies - General S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - women	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.

RECOMMENDATION	POSITION	FULL LIST OF THEMES	ASSESSMENT/COMMENTS ON LEVEL OF IMPLEMENTATION
120.138 Strengthen administrative, legislative and judicial mechanisms to ensure women's right to be free from violence and discrimination, in accordance with international human rights standards (Iceland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b>	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.
120.125 Continue efforts to combat discrimination and violence against women (Morocco); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - women	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.
120.126 Intensify efforts to improve the rights of women in all aspects of life by effectively addressing deep-rooted gender stereotypes as well as sexual and gender-based violence (Namibia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - women	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.
120.127 Continue efforts to combat discrimination against women and to protect women against all forms of violence (Tunisia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - women	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.
120.142 Continue to tackle sexual violence against women to ensure protection of women's rights (Lao People's Democratic Republic); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - women	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.
120.136 Step up efforts to further promote women's rights and prevent sexual violence (Georgia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.
<b>Theme: F13 Violence against women (see paragraphs 6 and 16-18 in the submission text above)</b>			
120.129 Strengthen its legislative and institutional framework to effectively combat sexual and gender-based violence (Côte d'Ivoire); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F13 Violence against women A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - women	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.

RECOMMENDATION	POSITION	FULL LIST OF THEMES	ASSESSMENT/COMMENTS ON LEVEL OF IMPLEMENTATION
120.135 Better combat sexual and gender-based violence and ensure access to justice for victims (France); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F13 Violence against women B51 Right to an effective remedy S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	Amnesty International has documented, up until 2022, the worrying situation of Venezuelan refugee women and girls, who are exposed to gender-based violence (including sexual violence) in several spaces of their lives. Steps need to be taken for implementation.  Amnesty International also documented, up until 2022, different obstacles for accessing justice for Venezuelan refugee women in cases of gender-based violence, including domestic violence. Regulatory framework can be described as sufficient, but implementation fails regularly and there is a need to take decisive steps for impactful implementation.
120.143 Continue taking effective measures to prevent sexual violence against women, and ensure that all cases of sexual violence are investigated and perpetrators are brought to justice in a timely manner and victims are provided with support, including medical and psychosocial services (Malaysia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F13 Violence against women B52 Impunity S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	Amnesty International documented, up until 2022, different obstacles for accessing justice for Venezuelan refugee women in cases of gender-based violence, including domestic violence. Regulatory framework can be described as sufficient, but implementation fails regularly and there is a need to take decisive steps for impactful implementation.
120.134 Strengthen administrative, legislative and judicial mechanisms to ensure women's right to live free from violence and discrimination, in accordance with international human rights standards (Finland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F13 Violence against women F12 Discrimination against women A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women - girls	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.
120.141 Make progress in the prevention and eradication of the different forms of violence against women and children (Bolivarian Republic of Venezuela); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F13 Violence against women F31 Children: definition; general principles; protection S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women - children - girls	Amnesty International has documented, up until 2022, the worrying situation of Venezuelan refugee women and girls, who are exposed to gender-based violence (including sexual violence) in several spaces of their lives. Steps need to be taken for implementation.
120.139 Intensify efforts to address violence against women and continue to work to ensure full application of the laws against the perpetrators of such violence (Ireland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	Amnesty International has documented, up until 2022, the worrying situation of Venezuelan refugee women and girls, who are exposed to gender-based violence (including sexual violence) in several areas of their lives. Steps need to be taken for implementation.  Amnesty International also documented, up until 2022, different obstacles for accessing justice for Venezuelan refugee women in cases of gender-based violence, including domestic violence. Regulatory framework can be described as sufficient, but implementation fails regularly and there is a need to take decisive steps for impactful implementation.

RECOMMENDATION	POSITION	FULL LIST OF THEMES	ASSESSMENT/COMMENTS ON LEVEL OF IMPLEMENTATION
120.145 Continue its efforts to implement legal protection measures for women victims of all forms of violence and to ensure that their voices, especially in cases of sexual violence, are heard (Poland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	Colombia has a human rights-based framework regarding the protection of women and girls against gender-based violence. Nonetheless, its impact on the actual situation of refugee Venezuelan women and girls is low. Steps need to be taken for impactful implementation.
120.149 Continue measures to effectively combat sexual and gender-based violence (Nepal); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	Amnesty International has documented, up until 2022, the worrying situation of Venezuelan refugee women and girls, who are exposed to gender-based violence (including sexual violence) in several areas of their lives. Steps need to be taken for implementation.
<b>Theme: H1 Human rights defenders (see paragraphs 1-2 and 12-15 in the submission text above)</b>			
120.65 Ensure that activists, human rights defenders and other social and community leaders, especially in rural areas, are equally and effectively protected also in view of the current challenges facing the implementation of the final peace accord, by, inter alia, ensuring an effective presence of government institutions in all areas of the country (Germany); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders A42 Institutions & policies - General <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, several cases of communities in need of collective protection and not receiving it fully. This impact the risk situation of human rights defenders and leaders. Steps have been taken since, but implementation is still required.
120.57 Strengthen the programme on prevention and protection that includes victims of armed conflicts, human rights defenders, journalists, trade union leaders, land claimants and political leaders (Plurinational State of Bolivia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - media - persons affected by armed conflict - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.
120.60 Strengthen the existing mechanisms for the protection of human rights defenders, focusing on rural areas and territories where illicit economies flourish (Costa Rica); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.

RECOMMENDATION	POSITION	FULL LIST OF THEMES	ASSESSMENT/COMMENTS ON LEVEL OF IMPLEMENTATION
<p>120.55 Ensure that human rights defenders are protected while carrying out their important work and the judicial authorities conduct full and impartial criminal investigations so that perpetrators are held accountable (Austria); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders B51 Right to an effective remedy D51 Administration of justice &amp; fair trial B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - judges, lawyers and prosecutors - human rights defenders</p>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.</p> <p>Amnesty International also documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.</p>
<p>120.56 Recognize and actively support the work of human rights defenders, including women human rights defenders, with specific measures to put an end to impunity for the violence committed against them and ensure the effective implementation of the existing protection mechanisms (Belgium); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders B52 Impunity A42 Institutions &amp; policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - judges, lawyers and prosecutors - human rights defenders</p>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.</p> <p>Measures to recognize the work of human rights defenders has been taken recently. Nonetheless, its impact is still to be seen.</p>
<p>120.73 Prevent and investigate all attacks against human rights defenders and community leaders, including trade unionists, indigenous leaders and environmentalist defenders, and bring those responsible to justice (Norway); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders D51 Administration of justice &amp; fair trial B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - judges, lawyers and prosecutors - human rights defenders</p>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps has been taken since, but implementation is still required.</p> <p>Amnesty International also documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.</p>



RECOMMENDATION	POSITION	FULL LIST OF THEMES	ASSESSMENT/COMMENTS ON LEVEL OF IMPLEMENTATION
<p>120.30 Strengthen efforts to protect activists and investigate alleged human rights violations and abuses, including by implementing guidelines set out in the Attorney General's directive 002/2017 (Australia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders D51 Administration of justice &amp; fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.</p> <p>Amnesty International also documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.</p>
<p>120.81 Implement a comprehensive protection system for human rights defenders, especially for Afro-Colombian and indigenous communities, backed by public statements that promote the role of human rights defenders (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders G1 Members of minorities G3 Indigenous peoples S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- Indigenous peoples</li> <li>- human rights defenders</li> </ul>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.</p>
<p>120.71 Take steps to ensure the effective protection of human rights defenders and of persons belonging to minorities and indigenous peoples (Italy);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders G1 Members of minorities G3 Indigenous peoples S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> </ul>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.</p>
<p>120.67 Ensure the continuation of current measures to safeguard the work of human rights defenders and the ongoing judicial investigations into the murders of human rights defenders (Uruguay);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- judges, lawyers and prosecutors</li> <li>- human rights defenders</li> </ul>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.</p> <p>Amnesty International also documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.</p>

RECOMMENDATION	POSITION	FULL LIST OF THEMES	ASSESSMENT/COMMENTS ON LEVEL OF IMPLEMENTATION
120.77 Ensure that human rights defenders are able to carry out their work free from intimidation, threats, harassment and attacks and guarantee their safety, especially those working in rural conflict-prone areas (Sweden); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - judges, lawyers and prosecutors - human rights defenders	Human rights defenders' risk situation in Colombia is still highly critical and require further and deeper attention by the government. Recent announcements and the implementation of an emergency programme show intent towards protection, but its impact is still to be seen.
120.51 Redouble efforts to investigate threats and acts of violence against human rights defenders and punish perpetrators of such acts (Argentina); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.
120.58 Take further actions to improve the prevention of, and response to, threats, attacks and killings of human rights defenders and social leaders, through strengthening security, timely investigations and addressing impunity (Canada); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.  Amnesty International also documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.
120.59 Take effective measures to combat the killing of human rights defenders and bring the perpetrators to justice (Congo); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders D51 Administration of justice & fair trial B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.  Amnesty International also documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.



RECOMMENDATION	POSITION	FULL LIST OF THEMES	ASSESSMENT/COMMENTS ON LEVEL OF IMPLEMENTATION
<p>120.62 Step up efforts to prevent killings and attacks on human rights defenders and ensure full investigation of these crimes (Czechia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders D51 Administration of justice &amp; fair trial B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders</p>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.</p> <p>Amnesty International also documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.</p>
<p>120.64 Protect, in collaboration with civil society, human rights defenders (France); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders A61 Cooperation with civil society S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders</p>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, several civil society-based initiatives to protect human rights defenders in the country. Those include not only the work of specialized organizations but also the initiatives led by communities and leaders for auto-protection. Steps have been taken recently recognize these exercises, but impact is still to be seen.</p>
<p>120.69 Continue efforts to strengthen the institutional framework to protect and guarantee the work of defenders and social leaders (Dominican Republic); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders A42 Institutions &amp; policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders</p>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps has been taken since, but implementation is still required.</p>
<p>120.70 Take all measures to protect human rights defenders and ensure that perpetrators of threats and attacks are brought to justice (Ireland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120</p>	Supported	<p>H1 Human rights defenders D51 Administration of justice &amp; fair trial B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders</p>	<p>Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.</p> <p>Amnesty International also documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.</p>

RECOMMENDATION	POSITION	FULL LIST OF THEMES	ASSESSMENT/COMMENTS ON LEVEL OF IMPLEMENTATION
120.72 Take further measures to prevent systematic violence against local leaders and human rights defenders, improve individual and collective protection of those at risk, and focus on investigating and prosecuting the intellectual authors of the threats and killings (Netherlands); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders D51 Administration of justice & fair trial B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps have been taken since, but implementation is still required.  Amnesty International also documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders' victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.
120.74 Give greater consideration to human rights defenders, including female defenders and youth-led organizations engaged in the defence and promotion of human rights (Poland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Measures to recognize the work of human rights defenders have been taken recently. Nonetheless, its impact is still to be seen.
120.75 Effectively ensure the safety of human rights defenders, including by conducting detailed investigations into the attacks against them (Republic of Korea); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders D51 Administration of justice & fair trial B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Amnesty International documented, up until 2020, several cases of human rights defenders at risk and protected through a mainly individual protection scheme. This approach does not tackle the structural situation and can pose burdens to the defenders and their work in the territories. A collective and structural approach to protection needs to be taken to fix this situation. Steps has been taken since, but implementation is still required.  Amnesty International also documented, up until 2020, different obstacles for accessing justice for human rights defenders who are victims of attacks. Even though the Attorney General's Office has adopted measures, results are still insufficient. Thus, implementation is still required.
120.78 Advance in the recognition and protection of human rights defenders, avoiding their criminalization and fighting impunity (Spain); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/6 - Para. 120	Supported	H1 Human rights defenders A41 Constitutional and legislative framework B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	Measures to recognize the work of human rights defenders have been taken recently. Nonetheless, its impact is still to be seen.

<sup>1</sup> A/HRC/39/6, recommandations 120.65 [Allemagne], 120.57 [(État plurinational de Bolivie), 120.60 [Costa Rica], 120.55 [Autriche], 120.73 [Norvège], 120.30 [Australie], 120.81 [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord], 120.71 [Italie], 120.67 [Uruguay], 120.77 [Suède], 120.58 [Canada], 120.59 [Congo], 120.62 [Tchèque], 120.64 [France], 120.70 [Irlande], 120.72 [Pays-Bas], 120.75 [République de Corée], 120.78 [Espagne].

<sup>2</sup> Programa Somos Defensores, *La ceguera. Informe anual 2019. Sistema de Información sobre Agresiones contra Personas Defensoras de Derechos Humanos en Colombia – SIADDDH*, 2020, <https://somosdefensores.org/informe-anual-2019-sistema-de-informacion-sobre-agresiones-contr-personas-defensoras-de-dd-hh-en-colombia-siaddhh/>.

<sup>3</sup> Programa Somos Defensores, *La mala hora. Informe anual 2020. Sistema de Información sobre Agresiones contra Personas Defensoras de Derechos Humanos en Colombia – SIADDDH*, 2021, <https://somosdefensores.org/informe-anual-2020-sistema-de-informacion-sobre-agresiones-contr-personas-defensoras-de-dd-hh-en-colombia-siaddhh/>.

<sup>4</sup> Programa Somos Defensores, *Teatro de sombras. Informe anual 2021. Sistema de Información sobre Agresiones contra Personas Defensoras de Derechos Humanos en Colombia -SIADDDH-*, 2022, <https://somosdefensores.org/informe-anual-2021-sistema-de-informacion-sobre-agresiones-contra-personas-defensoras-de-dd-hh-en-colombia-siaddhh/>.

<sup>5</sup> INDEPAZ, Líderes sociales, Defensores de DD.HH. y firmantes de acuerdo asesinados en 2022, <https://indepaz.org.co/lideres-sociales-defensores-de-dd-hh-y-firmantes-de-acuerdo-asesinados-en-2022/>.

<sup>6</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Homicidios de Defensores y defensoras*, <https://www.hchr.org.co/micrositios/homicidios-de-defensoras-y-defensores/>.

<sup>7</sup> Defensoría del Pueblo, "Entre enero y noviembre fueron asesinados 199 líderes, lideresas sociales y personas defensoras de derechos humanos", 7 décembre 2022, <https://www.defensoria.gov.co/-entre-enero-y-noviembre-fueron-asesinados-199-l%C3%ADderes-lideresas-sociales-y-personas-defensoras-de-derechos-humanos#:~:text=Entre%20el%20primero%20de%20enero,Defensor%20del%20Pueblo%2C%20Carlos%20Camargo>.

<sup>8</sup> El Tiempo, "Gobierno Petro presenta plan de protección por la vida de líderes sociales", 20 août 2022, <https://www.eltiempo.com/politica/proceso-de-paz/gobierno-de-petro-presenta-plan-de-proteccion-de-lideres-sociales-696155>. Unidad Nacional de Protección, Plan de Emergencia, 29 septembre 2022, <https://www.unp.gov.co/plan-de-emergencia/>.

<sup>9</sup> Fundación Ideas para la Paz, *Petro y la estrategia de paz y seguridad. Efectos y alertas*, novembre 2022, p. 35.

<sup>10</sup> A/HRC/39/6, recommandations 120.129 [Côte d'Ivoire], 120.135 [France], 120.143 [Malaisie], 120.134 [Finlande], 120.137 [Islande], 120.141 [République bolivarienne du Venezuela], 120.140 [Italie], 120.139 [Irlande], 120.145 [Pologne], 120.149 [Népal].

<sup>11</sup> Amnesty International, *Unprotected: Gender-Based Violence Against Venezuelan Refugee Women in Colombia and Peru*, 12 juillet 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/5675/2022/en/>.

<sup>12</sup> A/HRC/39/6, recommandations 120.33 [États-Unis d'Amérique], 120.41 [Monténégro], 120.76 [Slovénie], 120.56 [Belgique], 120.73 [Norvège], 120.58 [Canada], 120.59 [Congo], 120.62 [Tchéquie], 120.70 [Irlande], 120.72 [Pays-Bas], 120.75 [République de Corée], 120.78 [Espagne].

<sup>13</sup> A/HRC/39/6, recommandations 120.130 [Belgique], 120.148 [Suède], 120.144 [Norvège], 120.143 [Malaisie].

<sup>14</sup> Amnesty International, *Pourquoi veulent-ils nous tuer? Il manque un espace sûr pour défendre les droits humains en Colombie*, 8 octobre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr23/3009/2020/en/>.

<sup>15</sup> Programa Somos Defensores, *Teatro de sombras. Informe anual 2021. Sistema de Información sobre Agresiones contra Personas Defensoras de Derechos Humanos en Colombia -SIADDDH-*, 2022, <https://somosdefensores.org/informe-anual-2021-sistema-de-informacion-sobre-agresiones-contra-personas-defensoras-de-dd-hh-en-colombia-siaddhh/>, p. 90-91.

<sup>16</sup> Amnesty International, *Colombie. « La police ne me protège pas ». Violences sexuelles et autres violences liées au genre pendant la grève nationale de 2021*, 1<sup>er</sup> décembre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr23/6234/2022/en/>.

<sup>17</sup> Amnesty International, *Pourquoi veulent-ils nous tuer? Il manque un espace sûr pour défendre les droits humains en Colombie*, 8 octobre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr23/3009/2020/en/>, p. 7. Ces lois et décrets sont les suivants : Loi 418 de 1997 ; Décret 978 de 2000 ; Décret 2788 de 2003 ; Décret 2816 de 2006 ; Décret-loi 4530 de 2008 ; Loi 1448 de 2011 ; Décret 4065 de 2011 ; Décret 4911 de 2011 ; Décret 2096 de 2012 ; Décret 1066 de 2015 ; Décret 1314 de 2016 ; Acte législatif 05 de 2017 ; Décret 154 de 2017 ; Décret 1581 de 2017 ; Décret 2078 de 2017 ; Décret 2252 de 2017 ; Décret 2124 de 2017 ; Loi 1908 de 2018 et Décret 660 de 2018.

<sup>18</sup> Programa Somos Defensores, *Teatro de sombras. Informe anual 2021. Sistema de Información sobre Agresiones contra Personas Defensoras de Derechos Humanos en Colombia -SIADDDH-*, 2022, <https://somosdefensores.org/informe-anual-2021-sistema-de-informacion-sobre-agresiones-contra-personas-defensoras-de-dd-hh-en-colombia-siaddhh/>, p. 76.

<sup>19</sup> Sistema Único de Información Normativa, *Loi 1257 de 2008*, 4 décembre 2008, <https://www.suin-juriscal.gov.co/viewDocument.asp?ruta=Leyes/1676263#:~:text=La%20presente%20ley%20tiene%20por,a%20los%20procedimientos%20administrativos%20y>.

<sup>20</sup> Sistema Único de Información Normativa, *Loi 1761 de 2015*, 6 juillet 2015, [https://www.suin-juriscal.gov.co/viewDocument.asp?ruta=Leyes/30019921#:~:text=Quien%20causare%20la%20muerte%20a,a%20quinientos%20\(500\)%20meses](https://www.suin-juriscal.gov.co/viewDocument.asp?ruta=Leyes/30019921#:~:text=Quien%20causare%20la%20muerte%20a,a%20quinientos%20(500)%20meses).

<sup>21</sup> Sistema Único de Información Normativa, *Loi 294 de 1996*, 16 juillet 1996, <https://www.suin-juriscal.gov.co/viewDocument.asp?ruta=Leyes/1657714#:~:text=La%20presente%20Ley%20tiene%20por,%C3%A9sta%20su%20armon%C3%ADa%20y%20unidad>.

<sup>22</sup> Sistema Único de Información Normativa, *Loi 1010 de 2006*, <https://www.suin-juriscal.gov.co/viewDocument.asp?id=30044240>.

<sup>23</sup> Fundación Ideas para la Paz, *Ni paz ni guerra. Escenarios híbridos de inseguridad y violencia en el gobierno de Iván Duque*, mai 2022, p. 8-9.

<sup>24</sup> Fundación Ideas para la Paz, *Petro y la estrategia de paz y seguridad. Efectos y alertas*, novembre 2022, p. 17.

<sup>25</sup> Amnesty International, *Pourquoi veulent-ils nous tuer? Il manque un espace sûr pour défendre les droits humains en Colombie*, 8 octobre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr23/3009/2020/en/>.

<sup>26</sup> Amnesty International, *Unprotected: Gender-Based Violence Against Venezuelan Refugee Women in Colombia and Peru*, 12 juillet 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/5675/2022/en/>.

<sup>27</sup> Amnesty International, *Cali: In the Epicentre of Repression. Human Rights Violations during the 2021 National Strike in Cali, Colombia*, 30 juillet 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr23/4405/2021/en/>, p. 25-32.

<sup>28</sup> Amnesty International, *Cali: In the Epicentre of Repression. Human Rights Violations during the 2021 National Strike in Cali, Colombia*, 30 juillet 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr23/4405/2021/en/>, p. 33-37.

<sup>29</sup> Amnesty International, *Cali: In the Epicentre of Repression. Human Rights Violations during the 2021 National Strike in Cali, Colombia*, 30 juillet 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr23/4405/2021/en/>, p. 38-43.

<sup>30</sup> Amnesty International, *Shoots on Sight: Eye Trauma in the Context of the National Strike*, 26 novembre 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr23/5005/2021/en/>, p. 26-29.

<sup>31</sup> Amnesty International, *Colombie. « La police ne me protège pas ». Violences sexuelles et autres violences liées au genre pendant la grève nationale de 2021*, 1<sup>er</sup> décembre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr23/6234/2022/en/>.